

L'Est, l'Ouest et les pays neutres et non alignés d'Europe discutent de doctrines militaires

Du 16 janvier au 5 février, les hauts gradés des 35 États membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se sont réunis à Vienne pour discuter des doctrines et des stratégies militaires de leurs pays respectifs. Le séminaire sur les doctrines militaires — le premier du genre — avait été proposé par le groupe occidental dans le cadre des négociations sur les mesures de confiance et de sécurité (CSBM).

Quatre grands thèmes ont été abordés:
— la stratégie militaire dans le contexte de la politique de sécurité nationale;
— la structure et la posture militaires;
— les activités et la formation militaires;
— les budgets et la planification militaires.

Le séminaire mettait à l'essai une approche relativement inexplorée des problèmes de sécurité. En fournissant aux nations de l'Est et de l'Ouest ainsi qu'aux pays non alignés d'Europe une tribune où débattre des doctrines et des stratégies, cette rencontre visait à donner aux participants une idée plus juste des intentions derrière les structures et les activités des forces militaires. Le séminaire devait aussi contribuer à enrichir les discussions menées dans le cadre des négociations CSBM.

Le Canada était représenté par M. David Peel, ambassadeur du Canada aux négociations sur les FCE et les CSBM; le général John de Chastelain, chef d'état-major de la Défense des Forces canadiennes; le lieutenant-général Richard Evraire, représentant militaire canadien au Comité militaire de l'OTAN à Bruxelles; et le major-général Brian Smith, commandant des Forces canadiennes en Europe à Lahr (République fédérale d'Allemagne). Le lieutenant-général Evraire livre ici après ses impressions du séminaire.

Le séminaire sur les doctrines militaires a été une expérience très positive qui s'est déroulée dans une atmosphère de courtoisie, de coopération et de franchise. Le matériel présenté était pour l'essentiel déjà bien connu, sauf peut-être celui concernant les doctrines

des pays est-européens, qui évoluent rapidement. Compte tenu de cette situation, l'échange de vues et de positions entre les pays membres de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie sur d'importantes questions militaires en est venu à primer sur le contenu effectif des présentations.

Dans leurs présentations, les pays du Pacte de Varsovie tendaient à insister sur la nouvelle doctrine défensive de leurs forces. À bon nombre d'égards, il était évident que les changements annoncés — même si bon nombre

Le séminaire a été une expérience très positive qui s'est déroulée dans une atmosphère de courtoisie, de coopération et de franchise

étaient en cours — n'avaient pas encore été intégralement incorporés dans une structure nouvelle des forces. Il était néanmoins réconfortant de constater que bon nombre de pays de l'Est accélèrent ce processus en confiant aux civils un contrôle plus grand de l'élément militaire.

Bien qu'elles aient été plutôt vagues, les présentations des pays non soviétiques du Pacte de Varsovie ont été les plus intéressantes. Étant donné la rapidité avec laquelle les changements politiques sont survenus dans ces pays juste avant la tenue du séminaire (particulièrement en Roumanie), on peut supposer que ces pays ont tenu à être vagues. Les déclarations les plus nettes sont venues de la Hongrie, notamment au sujet du retrait des troupes soviétiques et du redéploiement des forces nationales à l'intérieur même du pays. La Pologne, pour sa part, restait relativement prudente et la Tchécoslovaquie était préoccupée par la question du retrait des troupes soviétiques de son territoire. Les Allemands de l'Est étaient généralement peu enclins au com-

promis, quoique cette situation tenait probablement à l'absence d'instructions claires de la part de leurs autorités nationales.

Les principales préoccupations des pays du Pacte de Varsovie gravitaient autour de ce qu'ils considéraient être les aspects offensifs de la doctrine de l'OTAN, qui à leur avis n'étaient pas conformes à la nature défensive déclarée de l'alliance occidentale. Elles avaient notamment trait à l'attaque des forces de deuxième échelon (FOFA), aux forces navales, à la riposte graduée, à la défense avancée, aux forces de déploiement rapide, ainsi qu'au but et à la signification de la dissuasion, sur le plan tant conventionnel que nucléaire. Les pays de l'OTAN ont fourni une justification claire et étoffée dans chaque cas, tout en reconnaissant que certains concepts, comme le FOFA, pourront devoir être repensés pour tenir compte de l'évolution de la situation.

Les pays neutres et non alignés (NNA) ont largement insisté sur le caractère défensif de chaque aspect de leur situation militaire. Dans plusieurs cas, ils semblaient vouloir promouvoir leur structure et leur doctrine comme modèle pour l'Europe de demain, tout en faisant commodément abstraction de la réalité géostratégique de leurs voisins de l'OTAN qui rendent leur neutralité possible. Ces pays ont en outre proposé de mettre en place un ensemble de critères à l'aide desquels pourrait être évalué le caractère défensif d'une situation militaire nationale donnée. Cette proposition n'a pas fait l'unanimité, puisqu'on estimait que de tels critères ne pourraient permettre une évaluation équitable en raison des besoins de sécurité différents de chaque nation.

Dans les présentations de l'OTAN, on pouvait déceler, outre les différences considérables de style et d'accent, un remarquable degré de solidarité et une cohérence fondamentale d'une présentation nationale à l'autre. L'alliance occidentale a fourni des preuves concrètes de son orientation défensive, précisant toutefois qu'une certaine capacité offensive faisait partie